



Toulouse, le 28 juin 2016

L'assemblée générale convoquée par l'intersyndicale le 28 juin 2016 renouvelle les termes de la motion du 23 juin :

- le rejet du plan social autrement nommé « plan de développement » présenté au ministère le 17 juin 2016 et qui prévoit notamment « la mise en réserve de la plupart des postes de la campagne 2017 »,
- le refus du gel d'un seul poste,
- mais plutôt la création de postes à la hauteur des besoins de notre Université pour assurer un service public de qualité pour dé-précariser les non titulaires,
- la conservation des acquis.

En l'absence d'une information de la part du Président demandée par l'AG du 23 juin, elle demande aux organisations syndicales représentatives du personnel de ne pas siéger dans les instances et vote la grève jusqu'au 4 juillet inclus à la majorité.

L'assemblée générale des personnels exige à l'unanimité qu'une information de l'ensemble des personnels soit faite par le Président sur l'état de l'université, les moyens de gestion et le plan de développement qui est proposé pour endiguer la crise.

L'assemblée générale des personnels considère que les instances représentatives de l'université, dont les missions principales sont de travailler et se prononcer sur ces dossiers, ne sont réduits qu'à des réceptacles d'informations.

Dans ces conditions, les instances ne peuvent se prononcer : l'assemblée générale des personnels demande le report de ses réunions (voté à l'unanimité).